



Commune : Le Val Saint Germain
93 bis, rue du village
91530 Le Val Saint Germain

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX AMENAGEMENT D'UN PARKING

Règlement de la consultation

Pouvoir adjudicateur
Commune : Le Val Saint Germain
Objet du marché
Aménagement d'un parking aux abords de l'école
Date d'envoi de l'avis
23/06/2017
Remise des offres
Date et heure limites de réception : 13/07/2017 à 12h00



Sommaire

1.	Objet de la consultation.....	3
2.	Conditions de la consultation	3
a.	Définition de la procédure	3
b.	Décomposition en tranches et en lots	3
c.	Nature de l'attributaire.....	3
d.	Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières.....	3
e.	Variantes	3
f.	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	3
g.	Délai de réalisation	3
h.	Modifications de détail au dossier de consultation.....	3
i.	Délai de validité des offres.....	4
3.	Présentation des offres.....	4
4.	Jugement et classement des offres.....	5
5.	Conditions d'envoi et de remise de l'offre.....	5



1. Objet de la consultation

La consultation concerne l'aménagement d'un parking aux abords de l'école de la Commune de « Le Val Saint Germain »

2. Conditions de la consultation

a. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie par le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

b. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots.

c. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés, solidaires.

d. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

e. Variantes

Les variantes sont admises. A l'exception du délai maximum d'exécution tel que précisé à l'article 2-g du présent document, aucun élément du projet de marché n'est qualifié d'intangible.

Les variantes doivent cependant respecter les dispositions techniques minimales décrites au CCTP.

Les variantes doivent être présentées dans un dossier général selon les modalités prévues à l'article 3.b.

f. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les travaux, objet du présent marché, seront financés selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de la Commune ;

Le paiement sera effectué par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours conformément à l'article 98 du code des marchés publics (modifié par le décret n°2008-1335 du 19/12/08) et au décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics (modifié par le décret n°2008 – 1550 du 31/12/08).

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

g. Délai de réalisation

Le délai global de réalisation (préparation et exécution des travaux) sera fixé selon l'offre du candidat ou modifié en phase de négociation.

Ce délai sera contractuel et spécifié avec l'ordre de service.

Le non-respect du délai de réalisation de ce marché, sauf cas de force majeure avérée, pourra conduire à l'application de pénalités de retards, à hauteur de 1000€ H.T./semaine pour les 4 premières semaines et 2000€ H.T./semaine pour les semaines suivantes.

h. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



i. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres (13/07/2017).

3. Présentation des offres

Le Dossier de Consultation est remis gratuitement à chaque candidat en un seul exemplaire. Il est accessible jusqu'à la date limite de remise des offres.

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Code des Marchés Publics relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, les candidats ont la possibilité de télécharger un dossier de consultation en ligne (le-val-saint-germain.fr/marches-publics) ou de le retirer sous forme reprographiée. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Composition de l'offre à remettre par les candidats
--

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée. Il comprendra les pièces suivantes:

A – Les justifications à produire quant aux qualités et capacités des candidats

En application des articles 43, 44 et 45 du Code des Marchés Publics (CMP), le dossier comportera :

- la lettre de candidature (à cet effet, il peut être utilisé le modèle DC1 à jour disponible gratuitement sur le site www.minefi.gouv.fr);
- la déclaration du candidat (à cet effet, il peut être utilisé le modèle DC2 à jour disponible gratuitement sur le site www.minefi.gouv.fr);

Qui reprennent les éléments suivants :

- le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
- déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ;
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- si nécessaire, les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- la déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnée à l'article 43 du Code des Marchés Publics ;

Nous rappelons qu'en application de l'Article 45-III du Code des Marchés Publics, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat au marché peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier :

- des capacités de celui-ci ou de ceux-ci (DC2) ;
- du fait qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Par ailleurs, si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés ci-dessus, il pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

B – Un projet de marché comprenant :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : cadre ci-joint sans apporter de modification, à dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des entreprise(s) ;
- La Décomposition des prix Globale et Forfaitaire (DPGF) : cadre ci-joint à compléter, à dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des entreprise(s).



C – Documents explicatifs à insérer obligatoirement

Au projet de marché, il sera joint les documents explicatifs suivants :

Une notice technique comportant notamment :

- Les moyens humains, matériels et procédés d'exécution envisagés pour le chantier en les quantifiant ;
- Une présentation des travaux, méthodes et matériaux utilisés en cas d'attribution
- Les méthodes envisagées pour occasionner la gêne minimale aux riverains, à l'école et aux services publics (fermetures par tronçon, remblaiement à l'avancement, balisage, sécurité des riverains, ordures ménagères, distribution du courrier, secours...) ;
- un planning d'exécution établi en semaines indiquant de façon sommaire la durée des différentes interventions ;
- La provenance des principaux matériaux et fournitures illustrés par des fiches produits que le candidat s'engage à utiliser.

Ces documents permettront d'établir la note de la valeur technique de l'offre.

4. Jugement et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables.

Le Pouvoir Adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, pondérés par ordre décroissant :

- **le prix des prestations pour 50% ;**
- **Le délai de réalisation pour 10% ;**
- **la valeur technique de l'offre, appréciée au vu des documents explicatifs demandés pour 40% ;**

A l'issue de l'ouverture des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve éventuellement la possibilité de négocier avec les candidats. Les candidats seront informés de cette possibilité.

5. Conditions d'envoi et de remise de l'offre

L'offre sera transmise, sous pli cacheté et portera les mentions suivantes :

Commune de Le Val Saint Germain
93 bis, rue du village
91530 Le Val Saint Germain

Offre pour :

Aménagement d'un parking aux abords de l'école
« NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis »

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus ou remise contre récépissé à/au :

**Commune de Le Val Saint Germain
93 bis, rue du village
91530 Le Val Saint Germain**

Les horaires d'ouvertures de l'établissement du pouvoir adjudicateur sont :
Mardi, jeudi, vendredi et samedi, de 9h à 12h.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans le présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.